

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 23 mars au 27 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : L'Éthiopie veut construire des réservoirs de carburant à Djibouti
- ❖ **Madagascar** : Inauguration d'une nouvelle infrastructure stratégique au port de Tamatave
- ❖ **Rwanda** : Le gouvernement prévoit un investissement de 6 Md USD dans le nucléaire

LE CHIFFRE A RETENIR

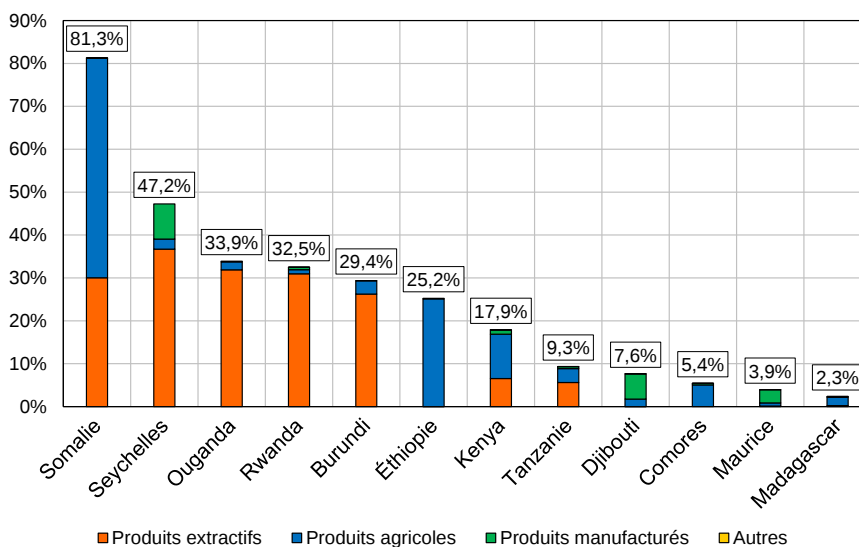
371 KM

KENYA : LONGUEUR DU PROJET
D'EXTENSION FERROVIAIRE SGR ALLANT
JUSQU'À LA FRONTIÈRE OUGANDAISE

Le graphique de la semaine

AEOI : exportations vers le Moyen-Orient*

- en % des exportations totales par pays, en 2024** -



*Selon la classification TradeMap : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Koweït, Oman, Bahreïn, Égypte, Turquie, Israël, Iraq, Jordanie, Liban, Syrie, Yémen et Iran

**Données de 2023 pour l'Éthiopie, Djibouti et la Somalie. Données de 2022 pour le Rwanda

Les pays du Moyen-Orient sont des clients stratégiques pour la région AEIOI, avec un degré de dépendance hétérogène. Celle-ci est particulièrement élevée pour la Somalie (81,3 %), dont les flux d'exportations vers le Moyen-Orient reposent largement sur les produits agricoles (notamment le bétail), ainsi que pour les Seychelles (47,2 %), avec des flux dominés par les produits pétroliers (réexportations). Dans une moindre mesure, des pays comme l'Ouganda, le Rwanda ou le Burundi présentent également une orientation marquée, portée par les produits extractifs. À l'inverse, des économies plus diversifiées comme le Kenya, la Tanzanie ou Djibouti affichent une exposition plus limitée, leurs exportations vers le Moyen-Orient reposant sur un mix agricole, extractif et logistique. Enfin, les autres pays de l'Océan Indien (Comores, Maurice, Madagascar) demeurent faiblement exposés à ces marchés.

REGIONAL

Lancement des travaux du SGR Kenya - Ouganda

Les 19 et 21 mars 2026, les présidents kényan William Ruto et ougandais ougandais Yoweri Museveni ont lancé les travaux du Standard Gauge Railway (SGR) sur le tronçon Naivasha–Kisumu–Malaba (frontière avec l'Ouganda). Ceux-ci ont été confiés à China Communications Construction Company. Le projet couvre 371 km, dont 264 km entre Naivasha et Kisumu (avec une extension de 8,7 km vers le port) et 107 km entre Kisumu et Malaba. Il vise à renforcer l'intégration régionale le long du corridor nord, avec une capacité estimée à 22 millions de tonnes de fret par an et des trains de passagers de 1000 places circulant jusqu'à 120 km/h. Son coût est évalué à 3,89 Md USD. Le financement reste incertain : 232 M USD proviendraient du budget de l'Etat (kényan), 3,02 Md USD d'une obligation à lancer adossée à une taxe, la *Railway Development Levy* ; le solde proviendrait de sources de financement étrangers. Le SGR doit ensuite être prolongé jusqu'à Kampala (273 km, 2,7 Md USD), un tronçon attribué à la société turque Yapı Merkezi et financé à 60 % par des agences de crédit à l'exportation, le reste par des fonds publics et des institutions de développement.

Le Rwanda et le Kenya coopèrent pour faciliter le développement des services de paiement

La Banque nationale du Rwanda et la Banque centrale du Kenya ont signé un protocole d'accord visant à élaborer un cadre de reconnaissance mutuelle des licences pour les prestataires de services de paiement. Ce dispositif, appelé *Licence Passporting Framework*, doit permettre aux entreprises autorisées dans l'un des deux pays d'étendre plus facilement leurs activités dans l'autre. L'objectif est de réduire les procédures administratives redondantes qui freinent actuellement le développement régional des services financiers numériques. L'initiative s'inscrit dans la mise en œuvre du plan directeur de la Communauté d'Afrique de l'Est pour les systèmes de paiement transfrontaliers, qui vise à renforcer l'intégration financière régionale et à améliorer l'efficacité des paiements.

L'Éthiopie veut construire des réservoirs de carburant au port djiboutien de Damerjog

Le fonds souverain *Ethiopian Investment Holdings* a formellement sollicité auprès des autorités djiboutiennes l'attribution d'un terrain de 10 hectares

au sein du Djibouti Damerjog Industrial Park (DDIP) afin d'y développer un dépôt de stockage de carburants d'une capacité initiale de 150 000 m³. Situé à proximité des infrastructures portuaires et de la ligne ferroviaire reliant Djibouti à l'Éthiopie, le nouveau port de vrac liquide de Damerjog, doté d'une capacité annuelle de 25 millions de tonnes, offre des perspectives importantes dans un contexte de saturation du terminal Horizon. Ce projet s'inscrit dans la stratégie d'Addis-Abeba pour diversifier ses capacités logistiques et sécuriser ses approvisionnements énergétiques.

BURUNDI

Inauguration d'une première station de recharge solaire pour véhicules électriques

La première station de recharge rapide pour véhicules électriques alimentée à l'énergie solaire au Burundi a été inaugurée le 13 mars à Bujumbura. Réalisée par GEM E-Mobility, l'installation affiche une capacité de production pouvant atteindre 120 kWh. Cette initiative intervient dans un contexte de pénuries récurrentes de carburant, qui continuent de perturber les transports et l'activité économique. Les stations-service sont régulièrement confrontées à de longues files d'attente, les autorités évoquant des contraintes de devises et des difficultés d'approvisionnement.

COMORES

Ouverture par Ewa Air d'une liaison Antananarivo–Moroni, via Dzaoudzi

La compagnie Ewa Air a annoncé l'ouverture, à compter du 31 mars 2026, d'une liaison aérienne entre Antananarivo (Madagascar) et Moroni (Comores), avec une escale d'une heure à Dzaoudzi (Mayotte). La desserte sera assurée à raison d'un vol hebdomadaire, pouvant être portée à deux fréquences par semaine durant les périodes de vacances scolaires. Le vol inaugural (Moroni/Antananarivo) est prévu le 3 avril prochain.

DJIBOUTI

Un plan pour contenir la hausse des prix

Face aux risques inflationnistes liés au conflit au Moyen-Orient, le président Guelleh a dévoilé un plan de riposte articulé autour de quatre axes : stabilisation ou plafonnement des prix des produits de base, renforcement des subventions ciblées et des filets

sociaux, mobilisation du secteur privé pour garantir la disponibilité des produits essentiels et diversification des sources d'approvisionnement pour réduire la dépendance extérieure. Pour Djibouti, qui importe l'intégralité de ses denrées alimentaires et produits pétroliers, le risque est double : une hausse des prix à l'importation amplifiée par des tensions spéculatives.

La Banque mondiale alloue 35 M USD pour l'accès à l'eau en zones rurales

La Banque mondiale a approuvé, le 16 mars, un don de 35 MUSD en faveur du gouvernement de Djibouti dans le cadre du Projet de résilience des eaux souterraines et d'approvisionnement en eau (DJIRESA), marquant l'entrée du pays dans le programme régional « *Horn of Africa – Groundwater for Resilience* », une initiative de 455 M USD incluant également l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, coordonnée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Au niveau national, le projet vise à renforcer la résilience climatique d'au moins 167 000 personnes et à fournir un accès à l'eau potable à 127 000 habitants des zones rurales, où seulement 47 % de la population dispose aujourd'hui d'un accès à l'eau de base, contre 83 % en milieu urbain. Le programme prévoit la professionnalisation de la gestion des systèmes hydrauliques, la création d'offices régionaux et la mise en place d'un système national d'information sur les eaux souterraines. Aujourd'hui, le coût de la sécheresse à Djibouti peut représenter 4 % du PIB.

ÉTHIOPIE

Le PNUD met en avant un recul préoccupant de l'épargne et de l'investissement

Dans son dernier rapport trimestriel, le Programme des Nations Unies pour le Développement alerte sur la baisse de l'épargne nationale et de l'investissement en Éthiopie, malgré une forte progression des exportations, largement tirée par l'or. Le taux d'épargne est passé d'environ 30 % du PIB en 2018 à 20 % en 2025, tandis que le taux d'investissement a chuté de 35,3 % à 20,1 % du PIB, ce qui pourrait peser sur la croissance. Dans le même temps, les recettes d'exportation ont atteint 5 Md USD au 1^{er} semestre 2026, mais leur concentration sur quelques matières premières (or et café essentiellement) soulève des interrogations sur la soutenabilité et diversification de l'économie.

KENYA

Visite officielle du vice-président chinois

Le 22 mars, le vice-président chinois s'est rendu au Kenya dans le cadre d'une tournée africaine incluant l'Afrique du Sud et les Seychelles. A cette occasion, quatre mémorandums d'accord ont été signés, dont un accord de récolte anticipée (*early harvest agreement*), ainsi et des accords de coopération dans l'agriculture, l'élevage et le commerce. A été mis en avant le nouveau cadre douanier, annoncé pour la première fois par le président chinois Xi Jinping en février, qui permettra aux exportations kényanes un accès sans droits de douane ni quotas au marché chinois à partir de mai 2026. Le vice président a également participé au Forum d'affaires Kenya-Chine à Nairobi, où le vice-président Kithure Kindiki a souligné le déséquilibre structurel des échanges bilatéraux – le Kenya important annuellement pour 4,3 Md USD de produits chinois contre seulement 200 M USD d'exportations vers la Chine.

Annonce de 2,9 Md USD de projets d'investissements privés et de 50 projets PPP

La Conférence internationale sur l'investissement au Kenya (KIICO 2026) s'est tenue les 25 et 26 mars 2026. A cette occasion, les autorités kényanes ont communiqué sur des projets d'investissement totalisant 2,9 Md USD, devant créer plus de 63 000 emplois. Ces investissements interviendraient principalement dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie, les mines, l'immobilier et la santé.

Cotation de la première valeur libellée en USD à la Bourse de Nairobi

Le 11 mars, Africa Logistics Properties Holdings Ltd a introduit à la Bourse de Nairobi un fonds de placement immobilier (FPI - *Real Estate Investment Trust-REIT*) industriel, première valeur libellée en dollars américains au Kenya. L'offre, portant sur 30 millions de parts à 1 USD, a été souscrite à 98,5 %. En incluant l'apport d'actifs d'InfraCo Africa (10,4 M USD), la demande a atteint 115,2 %. Le Private Infrastructure Development Group, via le programme MOBILIST et InfraCo, a engagé 24 M USD. Le fonds cible des actifs logistiques et industriels (entrepôts à Tilisi et Tatu City). Le portefeuille initial comprend trois actifs, un quatrième devant être ajouté ultérieurement. Conformément à la réglementation, au moins 80 % des revenus seront distribués aux investisseurs.

MADAGASCAR

Inauguration d'une nouvelle infrastructure stratégique au port de Tamatave

Le 21 mars, une portion de 333 mètres du quai C4, entrant dans le cadre du projet d'extension du port de Tamatave (est du pays), a été officiellement inaugurée. D'une profondeur de 16 mètres, cette infrastructure permettra d'accueillir des navires de grande capacité, jusqu'à 14 000 EVP. L'infrastructure comprend notamment l'aménagement de 10 hectares de zones de stockage, la construction de jetées de protection et le prolongement du brise-lames. Les prochaines étapes portent sur le dragage des quais existants et l'extension du quai C4 jusqu'à environ 470 mètres. Le projet d'extension du port, d'un coût total d'environ 639 M USD, est financé majoritairement par un prêt concessionnel japonais via la JICA – Agence japonaise de coopération internationale (environ 411 M USD), complété par une contribution de l'État malgache. L'objectif des autorités est de positionner le port de Tamatave comme un hub logistique régional, pour soutenir les échanges commerciaux, l'emploi et la compétitivité.

MAURICE

S&P retire sa note souveraine

Le 18 mars 2026, S&P Global Ratings a annoncé le retrait des notations souveraines de Maurice (« BBB- » à long terme et « A-3 » à court terme), à la demande des autorités mauriciennes. La perspective associée était indiquée comme « stable » au moment du retrait. Selon les autorités mauriciennes, cette décision fait suite à la non-reconduction du contrat liant la Banque de Maurice à l'agence de notation. Les dernières évaluations maintenaient le pays en catégorie investissement. Le retrait des notations n'exclut pas la possibilité d'une évaluation ultérieure non sollicitée du pays émetteur par l'agence.

Démission du vice Premier ministre

Le 20 mars 2026, le vice Premier Ministre et leader du Mouvement Militant Mauricien (MMM), Paul Bérenger, a remis officiellement sa démission au Président de la République, après avoir informé le Premier Ministre Navin Ramgoolam. Cette décision s'inscrit dans un contexte de fortes tensions internes au sein de son parti et rebat les cartes de l'équilibre gouvernemental.

OUGANDA

Potentiel élargissement de la flotte d'Uganda Airlines

La compagnie aérienne nationale vient d'obtenir une enveloppe de 110 M USD afin de contribuer à sécuriser l'acquisition de 10 nouveaux avions pour renforcer sa flotte actuelle (2 long et 4 moyen-courriers). Ces fonds, qui entraînent une dépense hors-budget, visent à soutenir le secteur touristique et commercial. Cette décision s'inscrit dans un changement de stratégie plus profond de la compagnie, avec la nomination en février de Girma Wake, ancien dirigeant d'Ethiopian Airlines, avec pour mandat de relever les nombreux défis opérationnels qui immobilisent une partie de la flotte, l'obligeant à recourir à des solutions de *leasing*.

RWANDA

Le gouvernement prévoit un investissement de 6 Md USD dans l'énergie nucléaire

Les autorités rwandaises ont déclaré envisager d'investir 6 Md USD dans le développement de l'énergie nucléaire. Cette orientation s'inscrit dans les objectifs de la stratégie Vision 2050 qui prévoit une forte augmentation de la demande énergétique au cours des prochaines décennies. Lors d'une conférence consacrée au développement de l'énergie nucléaire, le président Kagame a souligné le rôle potentiel du nucléaire pour soutenir l'industrialisation. Le projet prévoit l'étude et la mise en place de petits réacteurs modulaires dont la 1ère phase pourrait débuter vers 2030. Ce projet compléterait les investissements déjà engagés dans les énergies renouvelables.

Une plateforme nationale vise à rapprocher les start-ups et les investisseurs

Le ministère des TIC et de l'Innovation a lancé la plateforme numérique *Innovate Rwanda* destinée à faciliter la mise en relation entre start-ups, investisseurs et acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Présentée lors du forum Inclusive FinTech 2026 par la ministre Ingabire, cette initiative vise à centraliser les informations relatives aux opportunités de financement, aux programmes d'innovation et aux structures d'accompagnement des entreprises technologiques. La plateforme doit offrir aux entrepreneurs un point d'accès unique pour identifier les soutiens disponibles et développer leurs projets.

Elle s'inscrit dans la stratégie visant à renforcer l'écosystème numérique, encourager l'innovation et favoriser la croissance des entreprises technologiques. En facilitant les connexions entre porteurs de projets et investisseurs, les autorités espèrent accélérer le développement de start-ups à fort potentiel et soutenir la transformation numérique de l'économie.

SOUDAN DU SUD

Relance de la production pétrolière

Le ministère du Pétrole a annoncé le 25 mars de nouvelles initiatives visant à accroître la production, dans un contexte de forte hausse des prix des hydrocarbures. Avant la guerre civile, le pays produisait entre 350 000 et 400 000 barils par jour, mais ses exportations via pipeline ont depuis chuté à 95 000 barils quotidiens. Cette baisse s'explique également par le conflit au Soudan voisin, le pays dépendant de deux oléoducs reliant Port-Soudan pour acheminer sa production. Les efforts récents du gouvernement et des compagnies pétrolières, notamment CNPC, ONGC et Nilepet, auraient permis d'augmenter les volumes exportés d'environ 5000 barils par jour, en particulier dans l'État du Nil supérieur (blocs 3 et 7). Les exportations attendraient désormais 100 000 barils par jour, une progression notable pour un pays dont plus de 90 % des recettes reposent sur le pétrole.

SEYCHELLES

Proposition d'une revalorisation de 7 % de l'accord de pêche avec l'UE

Le Président seychellois a suggéré une revalorisation de 7 % de la contribution de l'UE dans le cadre du renouvellement de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche, ce qui porterait la contribution totale annuelle à 5,67 M EUR. Cette proposition intervient après l'expiration, le 23 février 2026, du protocole précédent, qui prévoyait une contribution de l'UE de 5,3 M EUR par an, dont 2,5 M EUR au titre de l'accès aux eaux seychelloises et 2,8 M EUR de soutien sectoriel. Cet accord permet à la flotte européenne d'accéder à une zone thonière majeure, tout en assurant un soutien financier au secteur halieutique.

TANZANIE

Remise du rapport du comité d'experts désigné pour réformer le système fiscal

Le 18 mars, la commission présidentielle chargée de travailler à la réforme du système fiscal tanzanien a remis à la Présidente Suluhu Hassan un rapport contenant 284 recommandations. Jugé fragmenté et instable, le système actuel présente des failles structurelles : taxations ad hoc, assiette fiscale trop étroite et concentrée sur le secteur formel, revenu fiscal inférieur à 16 % du PIB, encore loin de l'objectif de 20 % fixé par le plan Vision 2050. La majorité des recommandations concerne la réforme des politiques et législations fiscales, incluant la création d'une loi-cadre sur la fiscalité. Elles portent aussi sur la digitalisation de l'administration fiscale, la dématérialisation des procédures, l'établissement d'un an de grâce fiscale pour les start-ups, la simplification des démarches de formalisation pour les entreprises informelles et la transformation de la Tanzania Revenue Authority en Tanzania Revenue Service.

Accord de 300 M USD pour produire du niobium

Le gouvernement a signé le 24 mars 2026 un accord de 300 M USD avec Panda Hill Tanzania Ltd, société mauricienne appartenant au fonds américain Denham Capital, pour le développement d'un projet d'extraction de niobium à Mbeya. Ce minerai critique est utilisé dans la fabrication d'alliages à haute performance pour les secteurs de l'énergie, l'aérospatial, les véhicules électriques et les grandes infrastructures. Cet accord est le 1er de ce type en Afrique de l'Est. Avec une production planifiée d'environ 100 000 tonnes par an, la Tanzanie deviendrait le 4ième producteur mondial et couvrirait 4 % de la demande globale. Au-delà de l'extraction, le projet se distingue par la création de la première usine de ferroniobium sur le continent africain, matériau à haute valeur ajoutée destiné à l'export. Conformément aux nouvelles réglementations du secteur minier, le gouvernement tanzanien détiendra 16 % de ce projet qui devrait générer 686 M USD de revenus publics et plus de 1600 emplois.